

PARLIAMENTARY ASSEMBLY  
OF THE  
COUNCIL OF EUROPE

9 September 1991

Doc. 6474

OPINION

on the activities of OECD in 1990  
in the field of agriculture<sup>1</sup>

(Rapporteur : Lord KINNOULL,  
United Kingdom, Conservative)

I. Introduction

1. The agricultural agenda in 1990 has been dominated by the current round of multilateral trade negotiations in the framework of GATT. The relationship between agriculture and the environment has also heated the political debate. A central theme in both discussions has been the future of rural society and the consequences of important mutations affecting the rural world, in particular in countries with an important rural population. All issues are intimately related to the considerable difficulties of reforming the agriculture and food sector in Central and Eastern Europe and for the development of an agro-food sector in developing countries. Your Rapporteur has ventured to analyse these intertwined problems of importance to agriculture (including forestry and fisheries) and the countryside with a view to putting forward a few proposals for the future orientation of OECD's work. This is particularly timely since a meeting of the Committee for Agriculture at ministerial level is planned to take place at the end of March 1992.

II. The rural world and agriculture

2. The social tissue of the rural world varies considerably among OECD countries. European countries have to a certain degree a common rural heritage although highly diversified with regard to cultural traditions and socio-economic conditions. The situation is for evident historical reasons not the same in countries such as Australia, Canada and the United States of America. Farming (including fisheries, hunting and forestry) has in all countries been of importance for the socio-economic well-being of the countryside, but farming structures are very different. The average farm size in the United States is almost 200 hectares, whereas that in the European Community is less than 20 hectares. The average farm size in Arizona and Wyoming is between 4 000 and 5 000 hectares. In

<sup>1</sup> See Docs. 6446 and 6473.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE  
DU  
CONSEIL DE L'EUROPE

9 septembre 1991

Doc. 6474

AVIS

sur les activités de l'OCDE en 1990  
dans le domaine de l'agriculture<sup>1</sup>

(Rapporteur : Lord KINNOULL,  
Royaume-Uni, conservateur)

I. Introduction

1. L'agenda agricole de 1990 a été dominé par l'actuelle série de négociations commerciales multilatérales dans le cadre du GATT. Le rapport entre l'agriculture et l'environnement a également animé le débat politique. Le thème essentiel, dans les deux domaines, a été l'avenir de la société rurale et les conséquences des importantes mutations que connaissent les campagnes, en particulier dans les pays comptant une importante population rurale. Tous les problèmes sont intimement liés aux difficultés considérables que présentent la réforme de l'agriculture et du secteur alimentaire en Europe centrale et orientale, et la création d'un secteur agro-alimentaire dans les pays en développement. Votre rapporteur a tenté d'analyser cette imbrication de problèmes importants pour l'agriculture (y compris la sylviculture et la pêche) et pour les campagnes, afin de formuler quelques propositions qui pourraient servir à orienter l'action de l'OCDE. De telles propositions seraient d'autant plus opportunes qu'une réunion de la commission de l'agriculture à l'échelon ministériel doit avoir lieu fin mars 1992.

II. Le monde rural et l'agriculture

2. Le tissu social du monde rural varie considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Les pays européens possèdent dans une certaine mesure un patrimoine rural commun, bien que très divers dans ses traditions culturelles et ses conditions socio-économiques. Pour des raisons historiques évidentes, la situation est différente dans des pays tels que l'Australie, le Canada et les Etats-Unis d'Amérique. L'agriculture (y compris la pêche, la chasse et la sylviculture) est importante dans tous les pays pour le bien-être socio-économique des campagnes, mais les structures agricoles sont très différentes. La dimension moyenne de l'exploitation aux Etats-Unis est de près de 200 hectares, tandis qu'elle n'atteint pas 20 hectares dans la Communauté européenne. En Arizona

<sup>1</sup> Voir Doc. 6446 et 6473.

the United Kingdom it is about 70 hectares, in France 30 hectares and in Greece only 5 hectares. The percentage of the labour force working in the agricultural sector also varies greatly. It is about 2,9% in the United States, 2,3% in the United Kingdom, 6,8% in France and 26,6% in Greece. The agricultural sector accounts for 13,2% of the total export value for the United States, 5,8% for the United Kingdom, 12,1% for France and 22,1% for Greece (1988, OECD).

3. It is evident from these figures that the rural world, its agricultural structures and the political and socio-economic role of agriculture (including fisheries and forestry) vary greatly among OECD countries. It is important therefore that OECD develop parameters describing the socio-economic situation of rural communities and the consequences of mutations affecting them and uses these in its work regarding agricultural policy reforms and structural adjustments required by such reforms. Your Rapporteur welcomes in this connection the initiative taken by OECD to study rural development policies as a separate issue, thus focusing not only on agricultural policies as such but also on all other essentials for a balanced and harmonious development of rural communities. The opportunities offered by new information technology could be of particular importance as has been stressed in Assembly Recommendation 1122 (1990) and the accompanying report on the revival of the countryside by means of information technology (Doc. 6160).

4. It is encouraging to read in the communiqué of the Council of the OECD meeting at ministerial level on 4 and 5 June 1991 that the ministers "are concerned by lagging economic development in many rural areas. They recognise significant public interest in the environmental, social, recreational and cultural values of these areas. They consider that dynamic rural development policies can help to smooth structural adjustment there. The design and execution of such policies, which address both economic and public-value goals, is a complex task which provides scope for the participation of several ministries at the national level, and roles for authorities at the regional and local levels as well as for the private sector. Reformed agricultural policy has a significant part to play, as do policies in other domains, the aim being to identify different possible ways for the development of rural areas".

### III. The environment and agriculture, fisheries and forestry

5. Intensive farming practices can cause havoc to our environment both with air, water and

et au Wyoming, elle se situe entre 4 000 et 5 000 hectares. Au Royaume-Uni, elle est de quelque 70 hectares, en France, de 30 et en Grèce de seulement 5 hectares. Le pourcentage de la main-d'œuvre employée dans le secteur agricole est également très variable. De 2,9 % aux Etats-Unis, de 2,3 % au Royaume-Uni, il est de 6,8 % en France et de 26,6 % en Grèce. Le secteur agricole rend compte de 13,2 % de la valeur totale des exportations pour les Etats-Unis, de 5,8 % pour le Royaume-Uni, de 12,1 pour la France et de 22,1 % pour la Grèce (OCDE, 1988).

3. Ces chiffres montrent avec évidence que le monde rural, ses structures et le rôle politique et socio-économique de l'agriculture (y compris la pêche et la sylviculture) sont très variables d'un pays de l'OCDE à l'autre. Il importe donc que l'OCDE élabore des paramètres pour décrire la situation socio-économique des collectivités rurales et les conséquences des mutations qu'elles subissent, et utilise ces paramètres dans son action relative aux réformes agricoles et aux adaptations structurales que celles-ci requièrent. Votre rapporteur se félicite, à cet égard, que l'OCDE ait entrepris d'étudier pour elle-même la question des politiques de développement rural, en s'attachant non seulement aux politiques agricoles en tant que telles, mais aussi à tout ce qui est essentiel pour un développement équilibré et harmonieux des collectivités rurales. Les possibilités offertes par la nouvelle technologie de l'information pourraient revêtir une importance particulière, comme le soulignait la Recommandation 1122 (1990) de l'Assemblée et le rapport qui l'accompagnait sur le renouveau rural par la télématique (Doc. 6160).

4. Il est encourageant de lire dans le communiqué du Conseil de l'OCDE réuni à l'échelon ministériel les 4 et 5 juin 1991 que les ministres «s'inquiètent du retard économique de nombre de régions rurales. Ils reconnaissent que le patrimoine écologique, social, récréatif et culturel de ces régions présente une grande importance pour l'ensemble de la société. Ils estiment que des politiques de développement dynamiques peuvent faciliter l'ajustement structurel en milieu rural. La conception et la mise en œuvre de ces politiques visant à la fois des buts économiques et des objectifs d'intérêt général sont des tâches complexes qui impliquent l'intervention de plusieurs ministères à l'échelon national et la participation des autorités aux échelons régional et local, ainsi que du secteur privé. La politique agricole issue de la réforme a un rôle important à jouer, de même que les politiques dans d'autres domaines, l'objectif étant de déterminer les différentes possibilités de développement des régions rurales».

### III. L'environnement et l'agriculture, la pêche et la sylviculture

5. L'agriculture intensive peut faire grand tort à l'environnement en polluant l'air, l'eau et le

soil pollution and soil erosion. Deforestation in certain regions has already changed hydrological cycles with negative effects for agricultural production. Another result of increasing pollution has been the extinction of certain plant and animal species and the threatening of the existence of many others. Intensive farming practices can also contribute to reducing biodiversity by selecting only one species for production purposes, which has been largely the case for pigs and tomatoes. The preservation of natural resources and the world's biodiversity represent a challenge for policies and practices in the agricultural, fisheries and forestry sector. The concept of sustainable resources management has to be translated into the relevant policy measures. Consequently, environmental considerations have to be included to a far greater extent in the economic evaluation of different policies affecting agricultural policies. Your Rapporteur is of the opinion that although some progress has been made in this field, OECD should pay greater attention to the link between agriculture and the environment. The new report on "Agriculture and Environment Policies" scheduled to be published at the end of 1991 is a positive step in this direction. The taking into account of the environmental dimension and the concept of sustainable resources management may considerably influence the evaluation methods of different policies and have a direct impact on the monitoring of agricultural policy reforms and trade in agricultural commodities.

6. Your Rapporteur considers it a step in the right direction when OECD ministers in their communiqué following the Council meeting declared that "agricultural reform, to the extent possible, should simultaneously advance trade liberalisation and environmental objectives. In doing so, steps should be taken to integrate agricultural and environmental policies more closely, so that agriculture is conducted on an environmentally more sustainable basis". The ministers more specifically invited the organisation to analyse particular aspects of the agricultural reform process such as "direct income support and structural adjustment, and their effect on incomes and social and environmental conditions, and on economic efficiency, while recognising that in some countries agriculture is multi-functional in character; defining policies which can achieve both agricultural reform and protection of the environment, and which can contribute to an efficient set of policies in the context of rural development". There is a need for much more work to be done to reconcile trade, food safety and environmental policies. OECD should therefore give more emphasis in its work programme to problems in this area.

sol, et en provoquant l'érosion de celui-ci. Le déboisement de certaines régions a déjà modifié les cycles hydrologiques, ce qui a eu des effets négatifs pour la production agricole elle-même. Un autre résultat de l'accroissement de la pollution a été l'extinction de certaines espèces végétales et animales, et une menace contre l'existence de nombreuses autres. L'agriculture intensive peut également contribuer à réduire la biodiversité par le choix d'une seule espèce de production, comme ce fut largement le cas pour les porcs et les tomates. La préservation des ressources naturelles et de la biodiversité mondiale représente un défi pour les politiques et les pratiques du secteur de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture. Le concept de gestion «durable» des ressources doit se traduire par des mesures appropriées. Il faut donc tenir compte davantage des considérations écologiques pour l'appréciation économique des politiques agricoles. Votre rapporteur est d'avis que, si certains progrès ont été accomplis à cet égard, l'OCDE devrait porter une plus grande attention aux rapports entre agriculture et milieu naturel. Le nouveau rapport sur «L'agriculture et les politiques de l'environnement», qui doit paraître fin 1991, est un pas dans cette direction. La prise en compte de la dimension environnementale et le concept de gestion durable des ressources peuvent influencer considérablement sur les méthodes d'appréciation des politiques et avoir un effet direct sur le contrôle des réformes de la politique agricole et du commerce des produits de l'agriculture.

6. Votre rapporteur estime que les ministres de l'OCDE ont fait un pas dans la bonne direction lorsqu'ils ont déclaré, dans le communiqué qui a suivi la réunion du Conseil: «La réforme agricole devrait, dans la mesure du possible, faire progresser simultanément la libéralisation des échanges et les objectifs d'environnement. A cet effet, il faudrait veiller à intégrer plus étroitement la politique agricole et la politique de l'environnement de façon à assurer dans les activités agricoles un meilleur respect de l'environnement.» Les ministres ont en particulier invité l'organisation à analyser certains aspects de la réforme agricole, «comme le soutien direct des revenus et l'ajustement structurel, ainsi que leur effet sur les revenus, les conditions sociales et écologiques, et l'efficience économique, tout en reconnaissant que dans certains pays l'agriculture revêt un caractère multifonctionnel; à définir des politiques qui permettent à la fois de réaliser la réforme agricole et d'assurer la protection de l'environnement, et qui peuvent faciliter une action efficace du point de vue du développement rural». Il y a encore beaucoup à faire pour concilier commerce, sécurité alimentaire et politiques écologiques. L'OCDE doit donc donner une plus grande place, dans son programme de travail, aux problèmes relatifs à ce domaine.

#### IV. Non-food production in agriculture

7. It has been demonstrated that the agricultural sector could provide raw materials for the benefit of industry and the energy sector. The exploitation of this production potential would not only contribute to reducing expensive surplus food production but would also present a new production task for farmers and be an element in improving rural economies. The possibility of substituting a considerable amount of fossil fuels with raw materials for the petro-chemical sector by renewable raw materials could diminish considerably present pollution levels and increase energy security. Your Rapporteur therefore considers that OECD should involve more resources to work on policy changes in favour of biomass production for the energy sector and agricultural production of renewable raw materials for industry as recommended by the Assembly in its Recommendation 1092 (1989) on European agriculture as a supplier of raw materials and energy to industry — A way out of the crisis.

#### V. The Uruguay Round

8. Trade is generally considered to be an engine for economic development. It also helps to enhance mutual understanding and peaceful cooperation between peoples. Thomas Paine, the great political pamphleteer, wrote in 1792 in his book *Rights of Man* that: "The exercise of trade is the best known method of achieving universal civilisation without resorting directly to moral principles." Montesquieu in his famous book *The Spirit of Law* wrote: "It is generally true that customs are gentler wherever people trade."

9. Experience has shown that trade has been a major factor in achieving economic development, but it is also of fundamental importance that fair trade rules are agreed upon between trading partners in order to avoid, as far as possible, the negative effects of a trade jungle where the economic act of generating wealth by one would impoverish the other. We should always aim for a trading partnership rather than a trade war which could lead to catastrophic consequences of unemployment and poverty. Fair international trade rules in a liberal economic system should therefore foster social and economic progress for all and reward excellence without killing the good and foster fair competition among the partners of a world trading system.

10. The inclusion of agriculture in the Uruguay Round has therefore been an advantage, but it has provoked considerable discussion on the role

#### IV. Production agricole non alimentaire

7. Il est prouvé que le secteur agricole peut fournir des matières premières à l'industrie et au secteur énergétique. L'exploitation de ce potentiel de production non seulement contribuerait à réduire de coûteux excédents de production alimentaire, mais représenterait un nouveau créneau pour les agriculteurs et un élément d'amélioration des économies rurales. La possibilité de remplacer une part importante des combustibles fossiles du secteur pétrochimique par des matières premières renouvelables pourrait réduire considérablement les niveaux de pollution et accroître la sécurité énergétique. Votre rapporteur estime donc que l'OCDE devrait affecter davantage de ressources à des mesures tendant à favoriser la production de biomasse pour le secteur énergétique et une production de matières premières agricoles renouvelables pour l'industrie, telles que préconisées par la Recommandation 1092 (1989) de l'Assemblée relative à l'agriculture européenne en tant que fournisseur de matières premières et d'énergie pour l'industrie — Un moyen de sortir de la crise.

#### V. Les négociations d'Uruguay

8. On estime généralement que le commerce est une locomotive du développement économique. Il favorise également la compréhension mutuelle et la coopération pacifique entre nations. Thomas Paine, le grand pamphlétaire politique, écrivait en 1792, dans son ouvrage *Les droits de l'homme*: «La pratique du commerce est la meilleure méthode connue pour réaliser la civilisation universelle sans faire appel directement aux principes moraux.» Et Montesquieu écrivait, dans son fameux *Esprit des lois*: «C'est presque une règle générale que, partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce; et que, partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces.»

9. L'expérience a montré que le commerce a été l'un des grands facteurs du développement économique; mais il est aussi d'une extrême importance que l'on s'entende pour établir des règles justes dans les rapports entre partenaires commerciaux, afin d'éviter autant que possible les effets négatifs d'une jungle où l'acte économique de création de richesses par les uns reviendrait à appauvrir les autres. Nous devons toujours viser à un partenariat plutôt qu'à une guerre commerciale qui risquerait de mener à des conséquences catastrophiques, telles que le chômage et la pauvreté. Des règles de commerce international justes, dans un système d'économie libérale, doivent donc favoriser le progrès économique et social pour tous, récompenser l'excellent sans éliminer le bon, et développer une concurrence loyale entre les partenaires d'un système commercial mondial.

10. L'introduction de l'agriculture dans les négociations d'Uruguay a donc été un avantage, mais elle a suscité beaucoup de discussions sur le

of agriculture in society, the relations between agriculture and the environment, and the consequences of free trade for remote or less favoured rural regions. Arguments have been put forward to the effect that bigger and/or efficiently run units will dominate this market-oriented production system, whereas smaller and less efficiently managed units will disappear. The concern has thus been expressed that the immediate consequences of liberalising trade too rapidly could be disastrous for many rural regions — and not least for developing countries. The inclusion of agriculture in a free trade system will certainly be a unique opportunity for economic development for countries with an important agricultural sector, in particular many developing countries, but it might also cause the most serious problems for the same countries if trade rules should discourage agricultural development and result in a rural exodus. Economic analysis of agricultural trade and the setting of trade rules must therefore have a broader base than a production cost analysis alone. OECD's work of monitoring agricultural policy reforms is therefore most important and should be broadened to include more non-monetary parameters of importance to the environment and to rural development. This will allow member countries, on a comparative basis, to better assess the consequences on agricultural markets and trade of different policies affecting agricultural production, the environment and the rural world. The continued analysis of agricultural trade and markets for different commodities forms an important part of this work.

11. Your Rapporteur would hope that this work could be of direct use for the formulation of fair international trade rules regarding agricultural commodities. Important in this connection is also the work done on comparable measurement of agricultural assistance among member states which regrettably seems to have had little effect on the misunderstanding of this issue and certain policy issues in the GATT negotiations — in particular between the United States of America and the European Community. In view of the considerable difficulties in reaching an agreement in the GATT negotiations concerning agriculture, it also seems most appropriate to continue, to enlarge and strengthen the model work on the impact on trade of reductions in agricultural support and protection.

12. It is encouraging to note that OECD ministers confirmed "their commitment to achieving substantial progressive reductions of agricultural support and protection, in particular in the context of the Uruguay Round, through the framework approach set forth in the Mid-Term Review". To this end, the ministers agreed "to conduct negotiations to achieve specific binding commitments on

rôle de l'agriculture dans la société, les relations entre agriculture et environnement, et les conséquences de la liberté commerciale pour les régions rurales éloignées ou défavorisées. On a argué que les unités plus importantes ou plus efficaces domineraient ce régime de production orienté vers le marché, tandis que les petits et les moins bien gérés disparaîtraient. On s'est donc inquiété de ce que les conséquences d'une libéralisation trop rapide du commerce puissent être désastreuses pour nombre de régions rurales, notamment dans les pays en développement. L'inclusion de l'agriculture dans ce système de libre-échange fournira certainement une occasion unique de développement économique pour des pays à secteur agricole important, en particulier pour nombre de pays en développement, mais elle peut aussi entraîner les plus graves problèmes pour ces mêmes pays, si les règles commerciales découragent le développement agricole et aboutissent à un exode rural. Il faut donc donner à l'analyse économique du commerce des produits agricoles et à l'établissement de règles commerciales une base plus large que la seule analyse des coûts de production. Aussi, le travail que fait l'OCDE pour le contrôle des réformes des politiques agricoles est-il d'une grande importance et doit-il être élargi à plus de paramètres non monétaires essentiels dans les questions d'environnement et de développement rural. Cela permettra aux Etats membres, par la comparaison, de mieux apprécier les conséquences, pour le commerce et les marchés agricoles, de diverses politiques touchant à la production, au milieu naturel et au monde rural. L'analyse continue du commerce et des marchés agricoles, dans leurs diverses branches, représente une part importante de ce travail.

11. Votre rapporteur espère que celui-ci aura une utilité directe pour la formulation de règles de commerce international justes pour les produits agricoles. Un autre élément important, à cet égard, est l'activité déployée pour la comparabilité des moyens de mesure de l'assistance agricole dans les Etats membres, qui semble malheureusement avoir eu peu d'effets pour la solution du malentendu qui existe à cet égard et à certains autres dans les négociations du GATT, en particulier dans les relations entre les Etats-Unis d'Amérique et la Communauté européenne. Vu les difficultés considérables que présente la recherche d'un accord agricole dans les négociations du GATT, il semble également très approprié d'élargir et de renforcer la construction de modèles portant sur l'effet pour les échanges commerciaux de la diminution des mesures de protection de l'agriculture.

12. Il est encourageant de noter que les ministres de l'OCDE ont confirmé «leur volonté de procéder, notamment dans le contexte des négociations d'Uruguay, à des réductions progressives substantielles du soutien et de la protection accordés à l'agriculture, sur la base de l'approche-cadre énoncée dans l'examen à mi-parcours». A cette fin, les ministres sont convenus «de mener des négocia-

each of the following areas: domestic support, market access and export competition; and to reach agreement on sanitary and phyto-sanitary issues". The Ministers accepted to take account of non-trade concerns and to envisage specific measures such as certain forms of direct income support payments or autonomous quantitative restrictions of supply in order to facilitate adjustment. Such measures, however, should not introduce new economic distortions to international markets.

13. The agricultural reality in 1990 showed that support to agriculture as measured by producer subsidy equivalents (PSEs), increased after having declined in 1988 and 1989. The OECD Secretariat has estimated transfers from taxpayers to consumers at nearly 300 thousand million United States dollars for 1990, slightly above the previous peak of 1987 when expressed in dollar terms. Structural surpluses have re-emerged in the OECD area for most commodities, confirming that the temporarily more balanced market situation of 1988 and 1989 was due mainly to drought or to the impact of supply-control efforts. World prices dropped in 1990 compared with the previous year; there was an upsurge in export assistance; and trade tensions remained unabated. The OECD ministers therefore stated in their communiqué, after the Council meeting, that "unless policies are improved, the budgetary and economic costs, as well as trade tensions, are likely to rise and the economic prospects of countries dependent on agricultural exports are likely to be seriously affected, including developing countries". The Committee on Agriculture is concerned that agricultural reform work should result in a more acceptable situation for 1991 and beyond without endangering the agricultural production potential which could be used for non-food production as illustrated in paragraph IV above.

#### VI. Central and eastern Europe

14. Central planning of agriculture is said to have only four weaknesses: spring, summer, autumn and winter. The food and agricultural sector in the new democracies in central and eastern Europe has an important, still unexploited, production potential. With improved management, investment in machinery and modern technology and improved seed, animal species and other production inputs, surplus production could soon be expected. This would result in a considerable export capacity if losses due to bad storage facilities and a deficient distribution and transformation system can be eliminated. Another major factor hampering the development of agriculture in many

tions de façon à parvenir à des engagements spécifiques contraignants dans chacun des domaines suivants, le soutien interne, l'accès aux marchés et la concurrence à l'exportation; ainsi que d'arriver à un accord sur les questions sanitaires et phytosanitaires». Ils tiendront compte des considérations autres que commerciales et envisageront des mesures spécifiques, par exemple certaines formes de soutien direct du revenu ou des restrictions quantitatives volontaires de l'offre, afin de faciliter l'ajustement. Mais ces mesures ne doivent pas introduire de nouvelles distorsions économiques sur les marchés internationaux.

13. Les résultats agricoles de 1990 ont montré que le soutien à l'agriculture — estimé en équivalents de subventions aux producteurs (ESP) — s'est accru après avoir diminué en 1988 et en 1989. Le Secrétariat de l'OCDE a estimé les transferts des contribuables aux consommateurs à environ 300 milliards de dollars des Etats-Unis en 1990, soit un peu plus que le sommet précédent de 1987, exprimé en dollars. Les excédents structurels ont reparu dans la zone de l'OCDE pour la plupart des marchandises, confirmant que la situation temporairement plus équilibrée du marché, en 1988-1989, était due principalement à la sécheresse ou aux résultats des efforts de limitation de l'offre. Les prix mondiaux se sont abaissés en 1990 par rapport à l'année précédente. On a vu s'accroître l'aide à l'exportation et les tensions commerciales se sont maintenues. Les ministres de l'OCDE ont donc précisé dans leur communiqué, après la réunion du Conseil, que, «sauf amélioration des politiques, les conséquences économiques et budgétaires, de même que les tensions commerciales, vont vraisemblablement s'aggraver, et les perspectives économiques dans les pays tributaires des exportations agricoles, y compris les pays en développement, risquent d'être fortement affectées». La commission de l'agriculture souhaite vivement que la réforme agricole aboutisse à une situation plus acceptable pour 1991 et les années suivantes, sans mettre en péril le potentiel de production agricole qui pourrait être utilisé pour des cultures non alimentaires, comme il est dit à la partie IV ci-dessus.

#### VI. Europe centrale et orientale

14. On dit de la planification centrale de l'agriculture qu'elle n'a que quatre points faibles: le printemps, l'été, l'automne et l'hiver. Le secteur agro-alimentaire des nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale possède un important potentiel de production encore inexploité. Avec l'amélioration de la gestion, des investissements en machines et en techniques modernes, de meilleures semences, de meilleures espèces animales et d'autres auxiliaires de la production, on pourrait s'attendre rapidement à des excédents. Si l'on pouvait éliminer les pertes dues à un mauvais entreposage et à des systèmes de distribution et de transformation déficients, on aboutirait à une

of these countries is the lack of skills and knowledge among farm workers. An important remedy would be to help in the development of agricultural research, education and agricultural advisory services.

15. The absence of some of these potentially important agricultural producers in the GATT negotiations is of some concern. Your Rapporteur therefore welcomes the initiative taken by OECD to study East-West economic relations in agriculture and in particular the "policy dialogue" which has been instituted through the creation of the Centre for Co-operation with European Economies in Transition.

16. It is with satisfaction that your Rapporteur takes note of the full endorsement that the OECD Council gave to the organisation for the provision of technical assistance for policy formulation across a wide range of activities, directed primarily at building up public and private institutions and at developing the human resources needed for a successful transition. The Ministers also emphasised the role of the Centre for Co-operation with European Economies in Transition in organising a coherent and comprehensive assistance programme, and they particularly stressed the importance of the establishment of the Centre's "Partners in Transition" programmes designed "to provide special assistance and services by OECD to countries that have demonstrated a resolute commitment to a rapid transition to a market economy and to a pluralistic democracy, and have expressed the wish to entertain special links with OECD".

**VII. Possible conclusions  
and elements to be included in the draft resolution  
in reply to the report on the activities  
of OECD in 1990**

17. The Committee on Agriculture feels that the Uruguay Round in the framework of the General Agreement on Tariffs and Trade Negotiations should result in fair international trade rules for agricultural commodities with positive effects on rural economic development. OECD can make an important contribution to this aim by developing environmental and social parameters of importance to rural regions and the agricultural, fisheries and forestry sectors. Non-economic aspects of agricultural production policies are essential elements of any future agricultural policy and must be duly taken into account when shaping such policy. OECD should also give greater priority to improving the comparable measurement of factors influencing production and trade in agricultural commodities. Finally your Rapporteur proposes that OECD give assistance in the form of expertise to central and east European countries for the

capacité d'exportation considérable. Un autre facteur important qui gêne le développement de l'agriculture dans plusieurs de ces pays est l'insuffisance de capacités et de connaissances chez les agriculteurs. Il importerait, pour y remédier, de développer l'enseignement et la recherche agricoles, ainsi que les services de conseil en la matière.

15. L'absence de certains de ces exploitants agricoles potentiellement importants dans les négociations du GATT est préoccupante. Votre rapporteur se félicite donc de l'initiative prise par l'OCDE d'étudier les relations économiques Est-Ouest en matière d'agriculture, et en particulier du « dialogue sur les politiques » qui s'est institué par la création du Centre de coopération avec les économies européennes en transition.

16. C'est avec satisfaction que votre rapporteur note la pleine approbation que le Conseil de l'OCDE a donnée à l'Organisation pour la fourniture d'assistance technique en vue de la formulation de politiques pour une large gamme d'activités qui doivent servir principalement la création d'institutions publiques et privées, et le développement des ressources humaines nécessaires pour une transition réussie. Les ministres ont également souligné la contribution du Centre pour la coopération avec les économies européennes en transition à l'organisation d'un programme d'assistance large et cohérent, et signalé l'importance de l'établissement de programmes « partenaires pour la transition », destinés à « fournir une aide et des services spéciaux aux pays qui ont fait preuve d'un engagement résolu à passer rapidement à une économie de marché et à une démocratie pluraliste et qui ont exprimé leur souhait d'entretenir des liens privilégiés avec l'Organisation ».

**VII. Conclusions possibles et éléments à insérer  
dans le projet de résolution  
portant réponse au rapport sur les activités  
de l'OCDE en 1990**

17. La commission de l'agriculture estime que les conversations d'Uruguay, dans le cadre des négociations de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, doivent se traduire en des règles internationales justes pour le commerce des produits agricoles, et avoir des effets positifs pour le développement économique rural. L'OCDE peut largement contribuer à la réalisation de cet objectif en établissant des paramètres mésologiques et sociaux essentiels pour les régions rurales et pour les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture. Les aspects non économiques sont des éléments essentiels de toutes futures politiques agricoles et doivent être pris en compte dans l'établissement de ces politiques. L'OCDE doit également traiter davantage en priorité l'amélioration de la comparabilité des moyens de mesure des facteurs influant sur la production et le commerce des denrées agricoles. Enfin, votre rapporteur pro-



development of their agricultural sectors. Evaluation studies are needed on the impact on trade in the light of future reductions in agricultural support.

18. In the light of the preceding paragraphs the Committee on Agriculture proposes that the following paragraphs be included in the Assembly's draft resolution on the activities of OECD in 1990:

*a.* the Assembly is of the opinion that OECD provides its members with a most valuable framework for their discussions on agricultural policies, markets and trade, and for their work on agricultural policy reform allowing an increased transmission of market signals to farmers and at the same time enhancing the emphasis given to rural development and the environment. It is concerned that the ongoing GATT negotiations should result in fair international trade rules and increased trade regarding agricultural commodities with positive effects for rural economic development;

*b.* consequently, the Assembly calls on the governments of the member countries of OECD, as well as whenever relevant, on the organisation itself:

*i.* to continue the work aimed at increasing the role of market signals in orienting agricultural production and trade (including fisheries and forestry) and in particular analysis on the impact on trade of reductions in agricultural support and protection;

*ii.* to improve the capacity to make medium-term market outlooks and to search for new policy measures and strategies;

*iii.* to give increased emphasis to the principle of sustainable resources management and in particular to environmental and rural development issues when reviewing agricultural, fisheries and forestry policies, including structural adjustment policies;

*iv.* to analyse the economic and political conditions for non-food agricultural production strategies;

*v.* to continue the work aimed at measuring agricultural support and protection and their consequences for trade and markets, with a view to stimulating the development of fair trade rules and increased trade in food and agricultural commodities;

*vi.* to continue the evaluation of East-West economic relations in agriculture, fisheries and forestry;

pose que l'OCDE fournisse son aide, sous forme d'expertise, aux pays d'Europe centrale et orientale, aux fins de développement de leurs secteurs agricoles. Des études d'évaluation sont nécessaires pour la connaissance de l'impact qu'aurait sur le commerce la diminution des soutiens à l'agriculture.

18. Dans la ligne de ce qui précède, la commission de l'agriculture propose que les paragraphes suivants soient insérés dans le projet de résolution de l'Assemblée portant réponse au rapport sur les activités de l'OCDE en 1990:

*a.* L'Assemblée est d'avis que l'OCDE assure à ses membres un cadre très précieux pour l'examen des politiques, des marchés et du commerce relatifs à l'agriculture, et pour leurs efforts de réforme des politiques agricoles, tendant à permettre une meilleure transmission des signaux du marché aux agriculteurs et à donner en même temps une meilleure place au développement rural et à la protection de l'environnement. Elle souhaite que les actuelles négociations du GATT aboutissent à des règles de commerce international justes, à un accroissement des échanges de produits agricoles et, partant, à des effets positifs pour le développement de l'économie rurale.

*b.* En conséquence, l'Assemblée exhorte les gouvernements des Etats membres de l'OCDE, ainsi que, le cas échéant, l'OCDE elle-même:

*i.* à poursuivre les activités tendant à l'accroissement du rôle des signaux du marché pour l'orientation de la production et du commerce agricoles (y compris pêche et sylviculture), et en particulier à l'analyse de l'impact, pour les échanges, d'une diminution des soutiens et de la protection de l'agriculture;

*ii.* à améliorer la capacité de faire des projections commerciales à moyen terme, et à rechercher de nouvelles mesures et stratégies;

*iii.* à accroître le rôle du principe de gestion durable des ressources, et notamment des questions d'environnement et de développement rural, dans la révision des politiques de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture, y compris des politiques d'adaptation structurelle;

*iv.* à analyser les conditions économiques et politiques des stratégies de production agricole non alimentaire;

*v.* à poursuivre les activités tendant à évaluer le soutien et la protection de l'agriculture, et leurs conséquences pour le commerce et les marchés, en vue de stimuler l'élaboration de règles commerciales justes et l'accroissement des échanges agro-alimentaires;

*vi.* à poursuivre l'appréciation des relations économiques Est-Ouest en matière d'agriculture, de pêche et de sylviculture;



vii. to stimulate co-operation and provide assistance in agricultural research, education and agricultural advisory services for the development of the agricultural sector in central and east European countries.

---

Reporting committee : Committee on Economic Affairs and Development.

Committee for opinion : Committee on Agriculture (and competent committees).

Reference to committee : Doc. 6446 and Reference No. 1741 of 28 June 1991.

Opinion approved by the committee on 3 September 1991.

See 12th Sitting, 20 September 1991, and Resolution 968.

vii. à stimuler la coopération et à fournir une assistance en matière d'enseignement et de recherche agricoles, de services et de conseils pour le développement du secteur agricole dans les pays d'Europe centrale et orientale.

---

Commission chargée du rapport : commission des questions économiques et du développement.

Commission pour avis : commission de l'agriculture (et commissions compétentes).

Renvoi à commission : Doc. 6446 et Renvoi n° 1741 du 28 juin 1991.

Avis approuvé par la commission le 3 septembre 1991.

Voir 12<sup>e</sup> séance, 20 septembre 1991, et Résolution 968.